

Service vétérinaire - Environnement, santé et bien-être des  
animaux  
Pôle environnement  
32 rue Georges Polizer  
27000 EVREUX

Evreux, le 22/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS AGRI ENERGIE**

Impasse de La Bataille  
27350 Étréville

Références : 2024-00430  
Code AIOT : 0005805033  
Annexe : prises de vue réalisées le 08/01/2024

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2024 dans l'établissement SAS AGRI ENERGIE implanté Impasse de La Bataille 27350 Étréville. L'inspection a été annoncée le 05/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objectif de contrôler sur le terrain le respect des prescriptions de l'arrêté n° DDPP 27-23-102 du 1er septembre 2023 prescrivant la mise en œuvre de mesures d'urgence à la société SAS AGRI-ENERGIE sur la commune d'ETREVILLE. L'exploitant a fait part de son souhait de remettre en service la ligne de production de biométhane pour injection sur le réseau.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS AGRI ENERGIE
- Impasse de La Bataille 27350 Étréville
- Code AIOT : 0005805033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de méthanisation d'autres déchets non dangereux soumise à enregistrement : rubrique 2781.2a pour un volume de 82t/jour (arrêté préfectoral n°DDPP-21-149).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** vérification du respect de l'arrêté préfectoral n° DDPP 27-23-102 du 1er septembre 2023 prescrivant la mise en œuvre de mesures d'urgence à la société SAS AGRI-ENERGIE sur la commune d'ETREVILLE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La ligne AGRI-ENERGIE fonctionne actuellement à environ 60% de sa capacité de production.

L'exploitant a présenté son projet de nouveau hangar de déconditionnement de biodéchets. Ces installations devront être conformes à l'arrêté du 02/03/23 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le permis de construire a été déposé. Un dossier de porter à connaissance est en cours d'élaboration.

Les travaux devant permettre la construction de ces nouvelles installations sont en cours : déconstruction de la dalle du hangar détruit par l'incendie.

La ligne de production de biométhane est à l'arrêt. Les équipements de la ligne de biométhane détruits par l'incendie ont été réparés par l'exploitant :

- compresseur
- portion de canalisation
- biogaz débit-mètre gaz et capteur de pression
- vannes de fermeture analyseur de gaz avant épuration
- contrôle du groupe froid et douche ammoniacale

Le cogénérateur destiné à la production d'électricité à usage interne à l'exploitation devrait être mis en service début mars 2024 selon l'exploitant.

La lagune de stockage du digestat liquide a été entièrement curée (retrait des matières contenant des particules plastiques).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Biométhane	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux nécessaires à la remise en service de la ligne de production de biométhane ont été réalisés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Biométhane

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Production de biométhane
<b>Prescription contrôlée :</b> La ligne de production de biométhane étant momentanément suspendue, le digesteur dédié sera raccordé à la cogénération. Un rapport sur la conformité des installations (caisson de filtration, canalisations, ESP,...) est transmis au service de l'inspection avant toute reprise d'activité.
<b>Constats :</b>  Le 01/02/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention (période du 18/12/2023 au 21/12/2023) de la société Envitec concernant :  - le contrôle de l'installation de méthanisation après l'incendie du hangar de déconditionnement le 26/08/2023 ; - le contrôle de l'intégrité des composants en vue d'une mise en sécurité de l'installation de méthanisation (Vitaligaz + Agrienergie) et d'un redémarrage de l'unité de purification (Envithan_Vitaligaz).  La conclusion de ce rapport d'intervention indique notamment que :  - L'installation de purification EnviThan y compris le compresseur HP peut être démarrée et injectée sur le réseau ; - l'installation est fonctionnelle d'un point de vue étanchéité des canalisations, autorisation de fonctionnement automate depuis le process et au niveau des chaînes de sécurité ; - Les modifications électriques au niveau des armoires électriques qui avaient été faites lors de la mise en sécurité du site après l'incendie ont été remises en conformité (hors équipements non installés, comme la chaudière par exemple) ont été remises à leur état d'origine et conformément aux plans EnviTec ; - Les équipements avant l'épurateur (préparation biogaz) ont été testés et ces équipements sont bien intégrés au niveau du process et permettent de faire transiter et traiter le gaz jusqu'à l'épurateur. Ces équipements sont sous la responsabilité de l'exploitant, celui-ci ayant procédé lui-même à leur installation.  Les équipements mentionnés dans ce rapport comme devant être remplacés à relativement court terme ont été remplacés par l'exploitant : pompe gaz, bloc électrovanne, cellules CO2 et CH4, relais 8201-2K1, programmation des relais de commande BCD de l'ExTox et paramétrage du refroidisseur). L'exploitant a indiqué que le remplacement de la carte PCB-IO serait effectif en fin semaine 8 (courriel du 21/02/2024).  Le procès-verbal d'étanchéité pour l'installation VITALIGAZ, établi suite à l'intervention de la société CH4 Process le 10/01/2024 a été transmis à la DDPP par l'exploitant le 21/02/2024 : il a été constaté l'absence de rejets de CH4 (outils de contrôle : caméra IR refroidie et renifleur de gaz).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation électrique de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause

possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits qu'ils contiennent.

« Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. »

**Constats :**

Absence d'alimentation électrique de secours pour les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation et les équipements nécessaires à sa surveillance.

L'exploitant a indiqué qu'un devis était en cours d'obtention pour la mise en place d'un groupe électrogène.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites